



Assemblée générale

Distr. générale
22 décembre 2001
Français
Original: espagnol

Cinquante-sixième session

Point 136 de l'ordre du jour

Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Santiago Wins (Uruguay)

I. Introduction

1. À sa 3e séance plénière, le 19 septembre 2001, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-sixième session la question intitulée « Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné ce point à ses 35e et 36e séances, les 12 et 13 décembre 2001. Les déclarations et observations faites au cours de ses débats sur cette question sont consignées dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.5/56/SR.35 et 36).
3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du rapport du Secrétaire général contenant le projet de budget de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (A/56/624) et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/56/685).

II. Examen du projet de résolution A/C.5/56/L.20

4. À la 36e séance, le 13 décembre, le représentant du Népal, Vice-Président de la Commission et coordonnateur des consultations officieuses sur le point 123, a présenté un projet de résolution intitulé « Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental » (A/C.5/56/L.20).
5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/56/L.20 sans le mettre aux voix (voir par. 6).



III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental¹ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Ayant à l'esprit la résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité, en date du 25 octobre 1999, portant création de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, et sa résolution 1338 (2001) du 31 janvier 2001, par laquelle il a prorogé le mandat de cette dernière,

Rappelant sa résolution 54/246 A du 23 décembre 1999, relative au financement de l'Administration transitoire, et ses résolutions ultérieures sur la question, dont la plus récente est la résolution 55/228 B du 14 juin 2001,

Réaffirmant les principes généraux sur lesquels repose le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qu'elle a énoncés dans ses résolutions 1874 (S-IV) du 27 juin 1963, 3101 (XXVIII) du 11 décembre 1973 et 55/235 du 23 décembre 2000,

Notant avec satisfaction que des contributions volontaires ont été versées au Fonds d'affectation spéciale pour la force multinationale,

Notant également avec satisfaction que des contributions volontaires ont été versées au Fonds d'affectation spéciale pour l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental et demandant que de nouvelles contributions de cette nature soient apportées au Fonds d'affectation,

Consciente du fait qu'il est indispensable de doter l'Administration transitoire des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. *Prend note* de l'état des contributions à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental au 15 novembre 2001, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 239,9 millions de dollars des États-Unis, soit 20 % environ du montant total des contributions mises en recouvrement depuis la création de l'Administration transitoire jusqu'au 31 décembre 2001, constate qu'environ 19 % des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts, et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

¹ A/56/624.

² A/56/685.

2. *Remercie* les États Membres qui ont versé ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts et prie tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de l'Administration transitoire;

3. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier en ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

4. *S'inquiète* que le Secrétaire général n'ait pu qu'avec retard déployer certaines missions de maintien de la paix créées récemment, en particulier en Afrique, et les doter des ressources nécessaires;

5. *Souligne* que toutes les missions de maintien de la paix, en cours et futures, doivent être traitées de la même manière, sans discrimination, pour ce qui est des arrangements financiers et administratifs;

6. *Souligne également* que toutes les missions de maintien de la paix doivent être dotées de ressources suffisantes pour pouvoir s'acquitter effectivement et efficacement de leur mandat;

7. *Demande à nouveau* au Secrétaire général de tirer le meilleur parti possible des installations et du matériel de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) afin de réduire au minimum le coût des achats à effectuer pour l'Administration transitoire;

8. *Souscrit* aux conclusions et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport², et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'il en soit pleinement tenu compte;

9. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que l'Administration transitoire soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

10. *Prie également* le Secrétaire général de continuer, afin de réduire les dépenses afférentes à l'emploi d'agents des services généraux, à s'efforcer de pourvoir localement les postes de cette catégorie affectés à l'Administration transitoire, en tenant compte des besoins de celle-ci;

11. *Décide* d'ouvrir, aux fins du fonctionnement de l'Administration transitoire pendant la période de 12 mois allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, un crédit d'un montant brut de 458 000 128 dollars (montant net : 445 193 514 dollars), comprenant un montant brut de 3 000 128 dollars (montant net : 2 773 914 dollars) à verser au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, en sus du crédit d'un montant brut de 17 027 947 dollars (montant net : 14 943 699 dollars) destiné au compte d'appui et du crédit d'un montant brut de 1 778 786 dollars (montant net : 1 597 340 dollars) destiné à la Base de soutien logistique des Nations Unies, déjà ouverts par sa résolution 55/228 B, et comprenant également un montant brut de 282 millions de dollars (montant net : 273 025 800 dollars) qu'elle a autorisé dans la même résolution;

12. *Décide également*, compte tenu du montant brut de 282 millions de dollars (montant net : 273 025 800 dollars) déjà réparti pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001 et du montant brut de 18 806 733 dollars (montant net :

16 541 039 dollars) déjà réparti pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, en vertu de sa résolution 55/228 B, de répartir entre les États Membres le montant brut de 23 000 128 dollars (montant net : 22 220 931 dollars) pour la période du 1er au 31 janvier 2002, en tenant compte des catégories définies dans sa résolution 55/235 et révisées dans sa résolution 55/236 du 23 décembre 2000 et en se fondant sur le barème des quotes-parts qu'elle a fixé pour 2002 dans sa résolution 55/5 B du 23 décembre 2000;

13. *Décide également* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des sommes réparties entre les États Membres en application du paragraphe 12 ci-dessus leur part respective du montant estimatif de 779 197 dollars inscrit au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour l'Administration transitoire pour la période du 1er au 31 janvier 2002;

14. *Décide*, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de l'Administration transitoire au-delà du 31 janvier 2002, de répartir entre les États Membres un montant brut de 100 millions de dollars (montant net : 97 235 083 dollars) pour la période du 1er février au 30 juin 2002, à raison d'un montant mensuel brut de 20 millions de dollars (montant net : 19 447 016 dollars) conformément aux modalités définies dans la présente résolution, en se fondant sur le barème des quotes-parts qu'elle a fixé pour 2002 dans sa résolution 55/5 B;

15. *Décide également* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des sommes réparties entre les États Membres en application du paragraphe 14 ci-dessus leur part respective du montant estimatif de 2 764 917 dollars inscrit au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour l'Administration transitoire pour la période du 1er février au 30 juin 2002;

16. *Souligne* qu'aucune mission de maintien de la paix ne doit être financée par des prélèvements sur les fonds d'autres missions de maintien de la paix en cours;

17. *Engage* le Secrétaire général à continuer de prendre des mesures pour mieux assurer la sécurité de tout le personnel participant à l'Administration transitoire sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

18. *Demande* que des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, soient apportées pour l'Administration transitoire, étant entendu qu'elles devront être gérées conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

19. *Décide* de garder à l'étude durant sa cinquante-sixième session la question intitulée « Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental ».